

Dernier délai pour l'accord du Brexit : le 18 novembre

UE Derniers blocages : la frontière irlandaise et le cadre de la relation future

- ▶ Pression polie mais maximale sur Theresa May.
- ▶ Les 27 veulent une avancée significative pour le sommet d'octobre.

SALZBOURG
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Comme toujours lorsqu'ils sont d'accord sur toute la ligne – ce n'est pas fréquent ces temps-ci –, les leaders européens s'étaient passé le mot : « *L'heure de vérité approche.* » Question de mettre un dernier coup de pression nécessaire sur Theresa May, la Première ministre britannique. Charles Michel, lui, disait qu'on « *est entré dans la dernière ligne droite* » de la négociation du Brexit. Sa case finale a même été fixée au week-end des 17 et 18 novembre, question de bloquer déjà les agendas. Mais qu'on n'aille pas croire que le sommet extraordinaire évoqué depuis quelque temps est déjà convoqué : « *C'est au Conseil européen d'octobre (les 18 et 19) que sonnera l'heure. On jugera seulement à ce moment-là si un ultime sommet est nécessaire* », expliquait Donald Tusk. Une source proche de l'Élysée expliquait plus précisément : « *Il faut qu'on constate une avancée significative en octobre, voire qu'on puisse y conclure. Mais il n'est pas question de tout repousser à novembre...* »

Le timing n'est pas qu'une question d'échéancier de dossiers à conclure. Les 27 savent

parfaitement que la Première ministre doit d'abord manœuvrer, voire survivre à son congrès conservateur du début octobre, avant de pouvoir « passer à table » avec l'UE et y conclure les derniers compromis déchirants.

Car sur le fond, « *on n'est pas encore en phase d'atterrissage* »,

mettait en garde un haut diplomate. L'accord bloque encore sur deux points. D'abord, celui du « *backstop* » : le « *filet de sécurité* » exigé des Européens pour éviter la restauration d'une frontière entre l'Irlande du Nord britannique et la République d'Irlande. Le « *backstop* » des 27 prévoit qu'à défaut de meilleure solution, l'Irlande du Nord devra dans les faits continuer à faire partie de l'Union douanière européenne. Inacceptable pour le Royaume-Uni, qui y voit une rupture à son intégrité territoriale et constitutionnelle.

Côté européen toutefois, le négociateur en chef Michel Barnier

a fait évoluer sensiblement sa position. Sous le terme de « *dé-dramatisation* » de la question frontalière, il propose désormais un « *backstop amélioré* ». Celui-ci consisterait à sanctuariser la frontière irlandaise en effectuant la plupart des « *checks et contrôles* » douaniers ailleurs : au sein des entreprises ou sur les marchés, sachant qu'une partie des produits exportés d'Irlande du Nord vers l'Éire transite même par... des ports britanniques. Theresa May a annoncé de son côté qu'elle allait revenir avec des contre-propositions. Commentant ce sujet, le Premier

ministre belge a été on ne peut plus clair : « *Nous avons convenu que nous ne soutiendrons qu'une solution qui sera acceptée par la République d'Irlande.* »

L'autre point d'achoppement

est la « *déclaration politique* » : annexée au traité de sortie proprement dit, elle définira le cadre de la relation future que recréeront entre eux l'UE et son ancien membre, une fois que le Royaume-Uni aura vraiment largué les amarres.

Là-dessus, les dirigeants sortant de leur déjeuner de jeudi à 27 ont voulu être très clairs : « *S'il y a des éléments positifs dans la proposition de Chequers (où le gouvernement May l'a officiellement adoptée, NDLR), le cadre proposé pour la coopération économique ne peut fonctionner* », a commenté Donald Tusk. Le problème : elle prévoit un quasi-maintien des biens dans le Marché intérieur et l'Union douanière, mais pas des services, ce qui contreviendrait à l'intégrité du Marché unique et

de la concurrence équitable censée y prévaloir. Mais il faudra bien trouver un compromis. Charles Michel en résumait les paramètres : « *Quelles sont les concessions acceptables pour nous, c'est-à-dire qui ne brisent pas le Marché unique, et qui seront utiles pour éviter le chaos politique en Grande-Bretagne ?* » Car il y a un ultime dilemme : Theresa May a besoin d'une promesse d'une relation commerciale future intéressante pour faire adopter à son opinion l'accord de sortie. Mais les 27 ne

veulent pas risquer d'y inclure un engagement vendeur, mais qui ne s'avérerait pas tenable. C'est la quadrature du cercle que, si tout le reste avance d'ici là, les 27 + 1 tenteront de résoudre le week-end du 17 novembre. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

MIGRATION

L'Égypte au pinacle

Le développement d'une alliance nouvelle avec l'Afrique aurait percolé dans les esprits des dirigeants des 28, au grand plaisir notamment de la Belgique qui en était une avocate fervente. Mais la presse a été frappée à Salzbourg par le grand cas que les dirigeants européens, Donald Tusk et le chancelier autrichien Sebastian Kurz en tête, ont fait de l'Égypte, érigée en « *exemple* » pour son « *efficacité dans la lutte contre les trafiquants et la migration illégale* ». (Rappelons que sous le président et ex-général al-Sissi, ce pays est redevenu l'un des plus répressifs de la région, sinon du monde.) Pourquoi cet enthousiasme ? « *Il n'y a aucun enthousiasme, nous répondait Charles Michel. Simple-ment, aucune embarcation de migrants ne quitte ses côtes.* »

C'est par les temps qui courent la plus grande qualité que l'Europe aime voir chez ses voisins africains...

J.KZ